

# NGO MONITOR: SHRINKING SPACE

Diffamation des organisations des droits de  
l'homme critiques de l'occupation israélienne

Un rapport de Policy Working Group  
Septembre 2018

*Ce document contient l'avant-propos et le résumé du rapport "NGO Monitor: Shrinking Space – Defaming human rights organizations that criticize the Israeli occupation". Le rapport complet en anglais, y compris les sources, est disponible sur [www.policyworkinggroup.org.il](http://www.policyworkinggroup.org.il).*

## Préambule

NGO Monitor est une organisation qui a été fondée en 2002 sous les auspices du think tank conservateur JCPA (Jerusalem Center for Public Affairs) et est devenue une entité indépendante depuis 2007.

Son objectif déclaré est de promouvoir " la transparence et la responsabilité des ONG promouvant les droits de l'Homme dans le contexte du conflit israélo-arabe "1. Cette description est fallacieuse. En réalité, des années d'expérience démontrent que l'objectif principal de NGO Monitor est de défendre et soutenir les politiques gouvernementales qui contribuent au maintien de l'occupation et du contrôle israélien des Territoires palestiniens.

Les organisations israéliennes de la société civile et des droits de l'Homme se sont toujours abstenues d'entretenir des liens avec NGO Monitor car elles savaient d'expérience que leurs réponses seraient mal interprétées, qu'elles feraient le lit de nouvelles accusations et qu'en définitive, il valait mieux concentrer leurs maigres ressources sur leurs missions principales : promouvoir les droits de l'Homme et la démocratie.

Mais les temps ont changé. Ceux qui défendent en Israël les valeurs universelles de liberté et d'égalité sont sur la défensive. La plupart de ces attaques sont menées de concert par des groupes qui se prétendent indépendants et non partisans. En réalité, ils travaillent main dans la main avec le gouvernement israélien, qui fait tout pour entraver et discrédibiliser le travail critique de ces ONG.

---

<sup>1</sup> Voir le site Internet de NGO Monitor: <https://www.ngo-monitor.org/about/faqs/>.

Les effets de cette tentative pour museler la société civile israélienne restent à mesurer, mais les perspectives sont bien sombres. Le groupe de réflexion allemand Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) soulignait dans sa publication de janvier 2018, *“The Rise of ‘Bad Civil Society’ in Israel”*<sup>2</sup> :

*“... les efforts remarquablement bien orchestrés pour réduire les espaces démocratiques qui caractérisent le système politique israélien, à travers la promotion d’idéaux anti-libéraux, nationalistes religieux et allant à l’encontre des droits de l’Homme, semblent avoir pris le dessus.”*

SWP distingue trois stratégies que les organisations nationalistes en Israël utilisent pour décrédibiliser les organisations de droits de l’Homme:

*“La première est de délégitimer les organisations œuvrant pour les droits de l’Homme par des pratiques de dénonciation publique. Elles mènent des campagnes politiques et médiatiques bien organisées visant à associer les organisations des droits de l’Homme à des organisations terroristes. La seconde est de réduire leur impact en s’en prenant aux institutions – éducatives, culturelles ou médiatiques – qui invitent leurs représentants à s’exprimer. La troisième stratégie est de couper leurs financements en faisant du lobbying auprès des pays donateurs et en faisant pression sur les gouvernements afin qu’ils suspendent leurs financements”.*

La plupart de ce que dépeint SWP se vérifie – comme le présent rapport l’explique et le démontre – dans les activités de NGO Monitor. De fait, NGO Monitor travaille activement à réduire la marge de manœuvre des ONG israéliennes et palestiniennes de défense des droits de l’Homme.

En tant qu’organisation dont le but est de surveiller les autres, NGO Monitor a jusqu’à maintenant été fort peu surveillée elle-même. Il est temps d’y remédier.

Ce rapport conclut et démontre que NGO Monitor est une organisation affiliée au gouvernement qui s’en prend à des ONG de défense des droits de l’Homme spécifiques, qu’elle est presque exclusivement financée par des donateurs américains, qu’elle s’exempte de la transparence qu’elle exige des autres, et qu’elle répand des informations trompeuses et tendancieuses présentées comme résultant de recherches factuelles approfondies.

Nous sommes conscients que la diminution de la place de la société civile est un phénomène global et un sujet crucial en Europe. En Israël, cependant, il est unique en ce qu’il est le produit – et le prérequis – de l’expansion de la place donnée a contrario à l’occupation qui a commencé il y a plus de 50 ans.

---

<sup>2</sup> Amal Jamal, “The Rise of “Bad Civil Society” in Israel, Nationalist Civil Society Organizations and the Politics of Delegitimization”, SWP Comment 2018/C 02, Janvier 2018, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/israel-the-rise-of-bad-civil-society/>.

Préserver la présence des principales ONG et maintenir leur financement est une priorité, dans l'intérêt mutuel d'Israël et de l'Europe. Pour nourrir le débat sur ce qui peut et doit être fait, nous relayons les recommandations de SWP dans sa publication *"The Rise of 'Bad Civil Society' in Israel"*:

- Les donateurs, gouvernementaux comme privés, ne devraient pas tomber dans le piège tendu par les organisations nationalistes qui accusent les ONG de protéger ou même d'aider les terroristes et les individus ou les organisations qui leur seraient associés.

SWP explique la logique de ce genre d'accusations:

*"Cette façon de penser est propagée afin de mettre dans l'embarras les gouvernements démocratiques, qui sont par conséquent accusés par des organisations de la société civile nationalistes d'agir contre leurs propres principes. Elles insinuent que soutenir ces organisations de défense des droits de l'Homme revient à être anti-israélien, ou même antisémite, sachant qu'aucun pays donateur ne tolérerait d'être soupçonné de cela".*

- Les principaux pays démocratiques – en particulier ceux qui sont proches d'Israël – devraient officiellement désapprouver la législation israélienne qui vise les ONG de défense des droits de l'Homme et exercer une pression politique pour défendre les valeurs démocratiques, de liberté et de respect des droits de l'Homme.
- Les gouvernements et les bailleurs européens devraient inviter les organisations de défense des droits de l'Homme israéliennes et les autres organisations indépendantes de la société civile à participer à des événements en Europe ou ailleurs afin de leur témoigner leur soutien, renforcer la légitimité de leurs activités et leur donner les moyens de communiquer et de partager leurs connaissances.
- Les médias occidentaux devraient se pencher davantage sur les activités et les ressources de ces organisations de défense des droits de l'Homme et organisations de la société civile en Israël. Cette couverture médiatique pourrait contrecarrer les tentatives du gouvernement visant à les réduire au silence et leur retirer leur légitimité.

SWP souligne que les organisations nationalistes comme NGO Monitor tentent de faire disparaître les ONG de droits de l'Homme. Faisons-en sorte qu'elles survivent et continuent de se consacrer à leur fonction principale: défendre les droits de l'Homme et les valeurs de liberté que nous partageons.

Ce rapport est basé sur une recherche du Rosa-Luxemburg-Stiftung, qui l'a aimablement partagée avec le Policy Working Group. Cette recherche a été menée par Eyal Hareuveni. Merci à Ran Goldstein, Sarit Michaeli, Jessica Montell, Lior Yavne, Yehuda Shaul et Mia Bengal, membres de la société civile israélienne particulièrement engagés en faveur des droits de l'Homme et des principes démocratiques, pour leurs contributions personnelles à ce rapport.

*Ambassadeur (à la retraite) Ilan Baruch,  
Président du Policy Working Group\**

---

\* Policy Working Group (PWG) est un collectif d'anciens diplomates, universitaires et autres experts israéliens, qui œuvrent – bénévolement – en faveur de la solution à deux Etats. Le groupe encourage l'émergence d'un État palestinien souverain aux côtés de l'Etat d'Israël, avec Jérusalem comme capitale des deux Etats. Le groupe mène également des activités de défense de la société civile en Israël contre l'incitation à la violence, la législation antidémocratique promue par le gouvernement israélien et l'entreprise de diffamation des organisations qui lui sont affiliées, en Israël et à l'étranger, lesquelles minent la liberté d'expression et d'association et cherchent à étouffer tout discours critique envers le gouvernement et sa politique dans les Territoires palestiniens occupés.

## Résumé

NGO Monitor a été créé en 2002 comme une émanation du think tank israélien conservateur JCPA (Jerusalem Center for Public Affairs) puis est devenue une organisation indépendante en 2007. NGO Monitor se présente comme *“un institut de recherche indépendant et non partisan, consacré à la promotion de la transparence et de la responsabilité des ONG travaillant dans le domaine des droits de l’Homme, principalement dans le contexte du conflit israélo-arabe”*.

En réalité, comme ce rapport le prouve, NGO Monitor est une organisation politique, qui collabore étroitement avec le gouvernement israélien. Elle protège et promeut ses politiques qui visent à perpétuer, consolider et étendre l’occupation et le contrôle des Territoires palestiniens.

**Sélectivité |** Conformément à son agenda politique, NGO Monitor s’occupe exclusivement des organisations de défense des droits de l’Homme et les organisations de la société civile qui s’élèvent contre l’occupation. Son site Internet inclut sur sa liste noire environ 250 ONG israéliennes, palestiniennes, européennes et internationales. Elle ne s’intéresse à aucune des multiples organisations qui soutiennent l’occupation et la colonisation et cela démontre un spectaculaire manque de transparence et de responsabilité.

**Liens avec le gouvernement |** Le présent rapport établit que NGO Monitor ne peut pas être considéré comme “un institut de recherche indépendant et non partisan”. Il revendique en effet, publiquement, ses liens avec le gouvernement et s’appuie sur le ministère des Affaires étrangères pour organiser des réunions de lobbying dans les capitales européennes, souvent en présence de diplomates israéliens.

NGO Monitor joue un rôle essentiel en fournissant aux ministères et missions diplomatiques israéliens des informations tendancieuses qui portent préjudice aux ONG israéliennes et palestiniennes, et incitent le gouvernement à faire pression sur ses homologues européens pour suspendre leurs financements. En Israël, il agit comme un catalyseur de lois anti-démocratiques qui visent spécifiquement ces ONG.

**Partialité |** Derrière NGO Monitor et au sein même de l’organisation se trouvent plusieurs personnes clefs qui revendiquent des attitudes bellicistes et partisans, idéologiquement proches du gouvernement israélien et de sa politique actuelle. L’organisation a été créée sous la supervision de Dore Gold, qui en était alors directeur et qui est aujourd’hui président de JCPA. Il est très proche du Premier ministre Benyamin Netanyahu, qui l’a nommé ambassadeur aux Nations unies puis directeur général du ministère des Affaires étrangères. Gerald Steinberg, fondateur et président de longue

date de NGO Monitor, a également travaillé pour le Premier ministre et pour le ministère des Affaires étrangères.

Le consultant militaire de l'organisation, Maurice Hirsch, a été procureur militaire en Cisjordanie. Yosef Kuperwasser, ancien directeur général du ministère des Affaires stratégiques, est membre du conseil d'administration. Les conseils consultatifs sont composés de fervents partisans de la politique de colonisation d'Israël et de néoconservateurs américains tels que l'actuel conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, et l'ancien chef de la CIA James Woolsey.

**Opacité |** Alors que NGO Monitor exige la plus grande transparence de la part des ONG au sujet de leurs financements, elle est extrêmement réticente à communiquer l'origine de ses propres revenus. Depuis 2013, les rapports financiers communiqués sur leur site Internet et sur le site de GuideStar Israel (organisation qui veille au respect de la transparence par les ONG), n'indiquent aucun nom de donateurs privés.

Selon la loi israélienne, NGO Monitor est dans l'obligation de déclarer au registre israélien des organisations à but non lucratif l'identité de tous ses donateurs qui font un don supérieur à 20000 shekels (environ 4600 euros). Selon une information fournie par NGO Monitor au registre sur un document à part (accessible moyennant finance), elle était en 2015 et 2016 financée par sept donateurs. Seul trois d'entre eux sont explicitement nommés sur le site web: REPORT, la Fondation Orion et Peter Simpson.

L'organisation américaine REPORT (Research + Evaluation = Promoting Organizational Responsibility and Transparency) est son bailleur principal. En 2016, elle a contribué à environ 90% de son financement total. NGO Monitor attaque les ONG sur leurs financements étrangers, mais elle en dépend elle-même presque exclusivement.

Le site Internet de REPORT expose une "médaille de la transparence" attribuée par GuideStar Amérique, mais il ne présente que très peu d'informations sur son financement. On y trouve une liste de 13 donateurs privés et institutionnels qui ne soutiennent que deux projets, dont NGO Monitor. Ni REPORT ni NGO Monitor ne précisent qui sont les donateurs ayant contribué à NGO Monitor, quand et à hauteur de combien.

**Allégations infondées |** Les articles et les rapports de NGO Monitor comportent des allégations infondées et des inexactitudes. Par exemple, en 2014, Gerald Steinberg assurait que l'un des principaux programmes européens de coopération, l'IEDDH (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme), attribuait plus de fonds au conflit israélo-palestinien qu'à n'importe quel autre conflit dans le monde. L'Ambassadeur de l'Union européenne en Israël à l'époque, Lars Faaborg-Andersen, a démenti cette affirmation, la qualifiant de "*mélange de recherches tendancieuses, de désinformation et de propagande anti-européenne*".

Dans son rapport annuel de 2016, publié en janvier 2017, NGO Monitor écrit au sujet du Secrétariat pour les droits de l'Homme et le droit international humanitaire (un mécanisme de financement à disposition des ONG israéliennes et palestiniennes de droits de l'Homme, géré conjointement par le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse): *“Grâce à nos inlassables efforts, les Pays-Bas et la Suisse ont remis en question leurs financements du Secrétariat”*. Cependant, en novembre 2016, le gouvernement néerlandais a affirmé qu'il continuerait à financer ce Secrétariat et a réitéré son attachement à son travail de grande valeur.

**Recherche défectueuse** | NGO Monitor ne procède à aucune étude indépendante de terrain. La plupart de ses publications sont basées sur des recherches Internet très sélectives et des informations provenant de sources israéliennes officielles. Surtout, elle consacre l'essentiel de ses publications à réfuter les observations et conclusions des ONG qu'elle vise, et qui, elles, mènent pour la plupart des recherches indépendantes et approfondies sur le terrain.

NGO Monitor a un long passif de contestation des travaux de ces organisations et de déformation du cadre international législatif officiel qu'elles appliquent.

Par exemple, en 2015, NGO Monitor affirmait qu'il n'y avait aucun fondement juridique à l'argument de B'tselem selon lequel la destruction du village palestinien de Susiya et l'expulsion de ses résidents constituaient un “transfert forcé”, et ce en dépit du fait que B'tselem ait déjà publié en 2013 une analyse juridique détaillée, faisant mention de sources juridiques et d'experts renommés en droit humanitaire international justifiant cette assertion. NGO Monitor a tout simplement ignoré ce document.

**“L'occupation est une affaire interne”** | Dans ses efforts pour contrecarrer les critiques internationales, NGO Monitor présente l'occupation des Territoires palestiniens comme une affaire strictement interne à Israël, dans laquelle les pays étrangers ne doivent pas interférer. Ainsi, d'après elle, les ONG qui critiquent l'attitude du gouvernement dans les Territoires palestiniens occupés et reçoivent des financements de l'étranger portent atteinte à la souveraineté d'Israël, sont corrompues par des “intérêts étrangers” et dénaturent un débat strictement “interne”.

**“Les ONG menacent l'existence même d'Israël”** | De surcroît, NGO Monitor cherche à détourner la critique internationale de l'occupation en présentant ces ONG comme de puissants acteurs menaçant l'existence même d'Israël. Selon elle, lors de la Conférence contre le Racisme de Durban en 2001, les ONG ont transformé *“la guerre contre Israël, la faisant évoluer d'une tentative de destruction par des menaces militaire et terroriste à une guerre politique de type “soft power” qui vise tout autant à écraser le pays mais d'une manière non-violente”*.

NGO Monitor accuse les ONG d'utiliser deux moyens pour arriver à cette fin: le BDS (voir plus bas) et la "guerre juridique". Elle définit cette dernière comme *"un recours excessif aux tribunaux et aux instances juridiques internationales pour imposer boycotts et embargos et interférer dans les relations diplomatiques d'Israël"*. Elle omet cependant d'adresser le même reproche aux organisations qui en font autant mais qui défendent et soutiennent l'agenda du gouvernement israélien, comme Shurat HaDin par exemple. NGO Monitor a d'ailleurs elle-même aussi pratiqué ce type de "guerre juridique" en portant plainte – sans succès – contre la Commission européenne en 2010.

### **Utilisation de BDS pour porter atteinte aux ONG palestiniennes |**

NGO Monitor utilise deux tactiques principales pour porter atteinte à la réputation professionnelle et à l'intégrité des ONG palestiniennes. Tout d'abord, elle diabolise celles qui apportent leur soutien au mouvement BDS, un mouvement international mené par les Palestiniens, qui fait pression sur Israël afin de mettre fin aux violations des droits de l'Homme et du droit international.

NGO Monitor exerce une pression sur les gouvernements et les parlements européens pour qu'ils cessent de financer les ONG qui soutiennent le BDS. Elle se base pour cela sur le refus de l'UE de soutenir officiellement le BDS, tout en faisant abstraction de la position de cette même UE, selon laquelle le BDS doit être protégé au nom de la liberté d'expression et d'association. Par ailleurs, quand elle fait campagne contre le BDS, elle s'en prend à des ONG qui s'en tiennent à réclamer des mesures contre l'occupation et la colonisation illégales menées par Israël.

**Accusation d'affiliation avec les terroristes |** La seconde tactique qu'emploie NGO Monitor pour décrédibiliser les ONG palestiniennes est de les associer à des groupes armés, en assurant en particulier qu'elles ont des liens avérés avec le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine), listée comme organisation terroriste par Israël, l'Union européenne et les États-Unis.

NGO Monitor affirme avoir démontré ces liens mais n'a cependant pu prouver que les ONG en question aient réellement participé à des activités ou violences terroristes. De même, elle n'a pu démontrer en quoi le travail de ces ONG – études de terrain, documentation, travail juridique, plaidoyer international – aurait un quelconque lien avec le terrorisme.

Ces accusations reposent en grande partie sur des informations désuètes, un petit nombre d'évènements ayant eu lieu dans les années 1970 et 1980, des recherches Internet sélectives et une stratégie de "culpabilité par association". Les employés de ces organisations sont souvent accusés d'être "affiliés", "reliés", ou bien d'entretenir des "liens supposés" – parfois via leurs familles – avec des organisations terroristes ou leurs chefs.



Hormis de rares exceptions, aucune poursuite n'a cependant été initiée par les autorités israéliennes envers des employés ou des responsables d'ONG palestiniennes suite aux accusations de NGO Monitor.

De surcroît, aucune action judiciaire n'a été entreprise par l'UE dans le cadre de sa politique anti-terroriste envers ces personnes lors de leurs visites en Europe, la police et les autorités judiciaires européennes ayant pourtant toute latitude en la matière.

Cela n'implique pas que toutes les allégations de NGO Monitor soient fausses. Mais cela illustre l'irresponsabilité, la malhonnêteté et les intentions perfides qu'emploie NGO Monitor pour fabriquer de graves accusations contre un grand nombre d'ONG palestiniennes, leur personnel et leurs responsables, afin de ternir de manière irrévocable leur réputation et leur crédibilité et mettre leurs donateurs dans l'embarras.